

La politique en matière de sport est-elle suffisante ?

Le témoin

« Le meilleur club wallon avec... les pires installations »

Noël Levêque est président du club d'athlétisme du CABW. Le plus grand du sud du pays qui, pourtant, galère en matière d'infrastructures...

● **Sylvain DOCQUIER**

Depuis 1988, Noël Levêque est à la barre du club d'athlétisme du CABW Nivelles. « Mais j'y suis arrivé dans les années 60 », explique celui qui avait pris goût à ce sport en regardant les JO 1960.

Il a d'ailleurs tout connu à la Dodaine où est installé le club. « Au début, on avait une piste cendrée de six couloirs mais pas aux dimensions réglementaires. Ce n'est qu'en 1986 que la première piste synthétique a été apposée. Elle a été renouvelée deux fois depuis, dont la dernière en 2015. Mais c'est une catastrophe : il y a des trous dedans, déjà.

La réalité, c'est que le revêtement n'est pas assez bon pour supporter la fréquentation de la piste. On a 1 000 affiliés, les écoles qui viennent dessus aussi. C'est, à mon sens la conséquence d'un mauvais choix d'entrepreneur. La Ville a choisi le moins cher... »

Ce n'est pas le seul tracés de notre interlocuteur en termes d'infrastructure. « On a des vestiaires d'un autre temps, un club house qui est, en fait, une cave de la tribune... On n'a pas de salle indoor pour la pratique des disciplines techniques en hiver (lancers, sauts, etc.) et on doit se contenter d'un petit créneau horaire au hall omnisports qui est accaparé par d'autres disciplines.

Bon, un dossier est dans les cartons à ce sujet et ça pourrait bouger dans les prochains mois ou années. Mais en attendant, ce sont des conditions absolument inqualifiables pour un club qui, je le rappelle, est le plus important du Sud du pays et qui, soit dit en passant, sort chaque saison des athlètes et des résultats nationaux et internationaux de très haut niveau. À vivre avec des installations inadaptées, on risque d'en dégoûter plus d'un... »

Enfin, il y a le projet de passer de six à huit couloirs, réclamé depuis des années par le club. « C'est matériellement possible à réaliser moyennant un aménagement de la tribune. J'ai un devis datant de 2010 sur mon bureau mais la Ville n'a pas envisagé ce projet. On a loupé le coche car la Région offre 85 % de subsides pour ce genre d'infrastructures. »

Une Région dont Noël Levê-

que estime qu'elle « *subsidie de bon aloi, en fonction du budget dont elle dispose mais sans doute pas toujours de manière appropriée. Quand j'entends, par exemple, que 700 000 € ont été alloués à la construction d'un clubhouse pour un club de football provincial, ça me fait mal aux oreilles. Je ne comprends pas comment la Région peut subsidier ça ! Je préférerais d'abord être bien loti au niveau du terrain sportif en lui-même qu'avoir un clubhouse dernier cri. Même si bénéficier d'un bon endroit pour organiser des soupers de club qui font rentrer de l'argent dans les caisses a son importance aussi. Mais voilà, il y a des choix qui sont faits en méconnaissance de cause parce qu'on ne met pas toujours les bonnes personnes aux bonnes places. Du coup, on n'investit pas au bon endroit, de mon point de vue !* » ■

La question qui fâche

« À quand des moyens pour faire du sport une priorité ? »

• Sylvain DOCQUIER

« **C'**est simple : j'ai encore reçu deux prospectus électoraux ces jours-ci, dans ma boîte aux lettres. La thématique sportive était abordée dans aucun d'eux. C'est symptomatique, à mon sens, de la manière dont les décideurs politiques considèrent la matière sportive dans notre partie du pays. »

D'où cette question que Noël Levêque adresse aux candidats aux prochaines élections : « Quand mettrez-vous les moyens pour faire du sport une priorité ? »

Ancien enseignant, entraîneur et dirigeant de club sportif, notre in-

terlocuteur est bien placé pour savoir que le sport est important dans la société actuelle. « Je sais que l'argent est le nerf de la guerre, qu'il faut aussi investir dans la culture et d'autres domaines. Mais le sport est un vecteur social primordial. Un jeune qui sort de son quartier faire du sport, c'est un jeune dont on réduit les chances de tomber dans la délinquance. Un jeune qui pratique le sport régulièrement, c'est un jeune qui améliore sa santé physique et intellectuelle. Lors de notre opération *Visé Ta Forme* menée au CABW voici quelques semaines, j'ai été effaré de constater que des gamins de douze ans n'arrivaient pas à boucler un

400 m en courant ! Il y a un vrai problème de projet sportif dans notre enseignement, à la base, parce que le sport n'y est pas prioritaire. Et, bien entendu, on doit commencer par améliorer la qualité de nos infrastructures sportives car c'est le meilleur moyen de donner aux jeunes l'envie de faire du sport. Mais il faut aussi éduquer dans le bon sens. C'est toute la politique sportive doit être revue. Parce que oui, on sort des athlètes de haut niveau mais ça reste des exceptions. C'est dommageable car par manque de vision sportive, on passe à côté de nombreux talents. J'en ai vu défiler durant ma carrière d'ailleurs. Mais quand j'ai pu voir qu'une Nafi Thiam s'entraînait dans la neige à lancer le poids, ça m'a choqué ! » ■

Vite dit

La piste de Louvain-la-Neuve ? Oui, mais...

La piste d'athlétisme indoor de Louvain-la-Neuve est, évidemment, une bonne chose pour l'athlétisme dans son ensemble... et le CABW. « *Oui, nos élites vont pouvoir bénéficier d'une superbe infrastructure, pas très loin de Nivelles et c'est un pas de géant en avant quand on sait qu'il n'y en avait pas encore en Wallonie, dit Noël Levêque. Mais pour l'école de jeunes on fait quoi ? Je les envoie tous les mercredis à LLN ? C'est impossible. Il faut une concentration géographique et donc il faut une salle indoor à Nivelles.* »

27 786 000 euros

C'est le budget total alloué au sport par la Région. Parmi les dépenses, la plus grande part (13 284 000€) a été réservée aux subventions pour des opérations d'acquisition, de construction, de rénovation et d'équipement de petites infrastructures sportives initiées par les pouvoirs locaux et leurs régies autonomes.

Valérie De Bue (MR)

« Optimiser les installations »

Ministre régionale en charge des infrastructures sportives, Valérie De Bue défend les investissements qui ont été réalisés ces dernières années. « *Il y a plus de demandes que de moyens disponibles, rappelle-t-elle. Après, c'est sûr qu'on peut faire beaucoup mieux en termes d'infrastructures sportives. Notamment en ayant une approche plus globale, en travaillant en supracommunalité et avec les fédérations sportives. On doit aussi pouvoir diversifier les sources de financement, par exemple en déployant mieux les partenariats publics-privés.* »

En place depuis juillet 2017, elle rappelle toutefois que des choses ont déjà bien évolué. « *On a récemment mis en place un protocole d'accord avec la Fédération Wallonie-Bruxelles pour développer une vraie politique sportive*

avec les fédérations qui permet de mieux objectiver l'octroi des subsides. »

Est-ce pour autant que le budget général dégagé pour le sport est suffisant ? Valérie De Bue estime « *que ce n'est pas tant une question de budget mais plutôt de priorisation des besoins qui doit être au centre de la politique sportive. On doit optimiser l'utilisation des installations, avoir une meilleure vue globale.* » ■ **S. Dc.**

André Antoine (cdH)

« Un seul ministre des Sports »

Comme ancien ministre en charge des sports, André Antoine a forcément son avis sur la manière dont est menée la politique en la matière en Wallonie. « *Sur cette dernière législation, on en a fait moins qu'avec moi. L'exemple du centre sportif de haut niveau à Louvain-la-Neuve, pour lequel je me suis battu contre tous, est d'ailleurs la référence absolue de la politique que j'ai menée. Pour le reste, on a aussi lancé des appels à projets auprès des clubs de foot pour les terrains synthétiques. Il y a eu le plan hockey qui a vu l'émergence d'infrastructures à Perwez, LLN, Wavre et j'en passe. Ce qui a contribué à l'essor de cette discipline. L'investissement a été important aussi dans d'autres sports, de sorte qu'on a eu une remise à niveau de la qualité des infrastructures.* »

L'avenir ? André Antoine définit plusieurs priorités. « *La première, à mes yeux, est que chaque Commune*

doit avoir son centre sportif et celles qui n'en ont pas encore doivent être traitées en priorité. On doit aussi développer des infrastructures de quartier afin que les jeunes puissent faire du sport librement. C'est primordial pour eux et pour une bonne cohésion sociale. Puis, il faut développer le sport à l'école, tant et plus. »

Enfin, et c'est la condition sine qua non à une bonne politique sportive selon lui, « *il faut un seul ministre des Sports et non deux comme c'est le cas avec Valérie De Bue (Région) et Rachid Madrane (Fédération Wallonie-Bruxelles).* » ■

Dimitri Legasse (PS)

« Accessibilité pour tous »

Dimitri Legasse estime qu'il est primordial d'avoir une politique sportive qui permette « l'accessibilité à tous. À ce titre, toute la problématique des cotisations exorbitantes doit être prise à bras-le-corps. De même que celle des indemnités de formation dans le foot, par exemple, même si on a déjà avancé sur le sujet. Mais, il n'y a pas que ça. Je pense aussi au développement de petites infrastructures de quartier qui créent du lien, à ces petits aménagements accessibles gratuitement comme sur les aires d'auto-route en France, etc. On doit aussi améliorer l'encadrement en milieu parascolaire et extrascolaire : le

sport est une question de santé publique. »

Mais les investissements ont-ils été suffisants ? Dimitri Legasse pense « qu'on en a fait beaucoup. Du point de vue des fédés, des dirigeants, etc. ce n'est pas assez. Je comprends qu'ils le pensent. Mais où placer le curseur entre le sport santé, sport pour tous et le soutien aux élites ? Ce n'est pas facile à trancher. » ■ **S. Dc.**

Christophe Lejeune (Écolo)

« Pas délaissé les 12-25 ans »

Christophe Lejeune estime que « le sport est une question de santé publique à une époque où on voit une hausse de l'obésité et de l'addiction aux écrans chez les jeunes. »

Mais la pratique du sport doit se faire dans un cadre serein, respectueux de la santé de chacun. « Entendez par là dans un environnement sain, sans particules fines lorsque l'on court en extérieur, par exemple. »

« Aussi, on a fait beaucoup pour les élites. Exemple avec cette piste indoor d'athlétisme à LLN. On n'est pas contre l'aide au top niveau mais il faut une vraie politique d'utilisation des installations pour tous.

On doit aussi professionnaliser l'encadrement. Combien d'enfants de plus de 12 ans n'abandonnent pas le foot à cause d'un encadrement inadéquat ? Il faut mettre les fédérations autour d'une table pour trouver des solutions afin que les 12-25 ans continuent à faire du sport. Y investir, c'est de l'argent en moins à dépenser dans la santé ou la gestion de la délinquance ! » ■ **S. Dc.**

Mourad Abdelali (DéFi)

« Un test à l'effort à l'école »

Pour Mourad Abdelali, il y a plusieurs choses à améliorer en matière de sports. « *La première, et c'est LA priorité, est de simplifier la gestion du sport en Fédération Wallonie-Bruxelles et en Région wallonne en n'ayant plus qu'un seul ministre afin de rationaliser le travail.* »

Il a aussi plusieurs idées pour le sport à l'école. Exemples : « *Un test à l'effort pour les élèves pour agir de manière préventive en matière de santé et orienter l'enfant vers le sport qui lui convient le mieux. Pourquoi pas, aussi, proposer du sport dans une autre langue que celle de l'enseignement ? Appren-*

dre une langue par le sport, c'est plus ludique. »

Quant à la gestion du sport de haut niveau, « *il faut un manager pour gérer les élites. Une personne qui soit le véritable pilote. À côté de ça, il faut professionnaliser les fédérations en mettant aux postes clés des anciens athlètes. Enfin, il faut améliorer l'accès aux infrastructures sportives pour personnes porteuses de handicap.* » ■ **S. Dc.**